



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2024/DRIEAT/UD77/110 du 30 juillet 2024
de mise en demeure à l'encontre de la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC,
pour son site situé rue Saint Exupéry, ZAC du Parc à COMPANS (77 290)**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 557-1, L. 557-60, R. 557-14-1 ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023, portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et en particulier son article 13, annexe II ;

*« [...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la **qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés**, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...] »*

VU l'arrêté n° 23/BC/162 du 26 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003 autorisant la société SALAMANDRE à exploiter un entrepôt et un dépôt de papiers situé rue Saint Exupéry, ZAC du Parc sur la commune de Compans (77 290) ;

VU la lettre préfectorale n° E/21-1193 du 24 juin 2021 demandant à la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC de justifier, sous 3 mois, de la conformité du système d'extinction automatique d'incendie au type de produits stockés sur son site de COMPANS, par un organisme reconnu ;

VU le rapport n° E/24-XXXX du 14 juin 2024 de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 30 mai 2024 et proposant de mettre la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC en demeure pour son site situé rue Saint Exupéry, ZAC du Parc sur la commune de COMPANS ;

VU la lettre de suite préfectorale n° E/24-XXXX du XX juin 2024 transmettant à la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC le rapport de la visite d'inspection du 30 mai 2024 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations/l'absence d'observation(s) formulée(s) par la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC par courrier/courriel du XX XXX 2024 sur le projet d'arrêté préfectoral transmis ;

CONSIDÉRANT que la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC n'a pas transmis les éléments démontrant la compatibilité du système d'extinction automatique d'incendie avec les produits stockés sur le site de COMPANS ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'article 13, annexe II, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susmentionné en ne démontrant pas que le système d'extinction automatique d'incendie est compatible avec les produits stockés ;

CONSIDÉRANT que cette non-conformité a été mise en évidence initialement au cours de la visite d'inspection du 18 juin 2021 ;

CONSIDÉRANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article premier : Respect des dispositions

La société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC (n° SIRET : 811 313 121 00030), dont le siège social est situé 170 Boulevard HAUSSMANN à PARIS (75008), pour son site situé rue Saint Exupéry, ZAC du Parc à COMPANS (77 290), à la même adresse, est mise en demeure de respecter :

– **dans un délai de trois mois**, l'article suivant de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 :

- article 13 de l'annexe II, en transmettant un document établi par un organisme reconnu, justifiant de la conformité du système d'extinction automatique d'incendie au type de produits stockés.

Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 5 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Notification et exécution

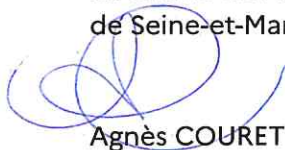
- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Compans,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 30 juillet 2024

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Compans,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.